

A

COMMERCE

LES ENJEUX

LES STRATÉGIES

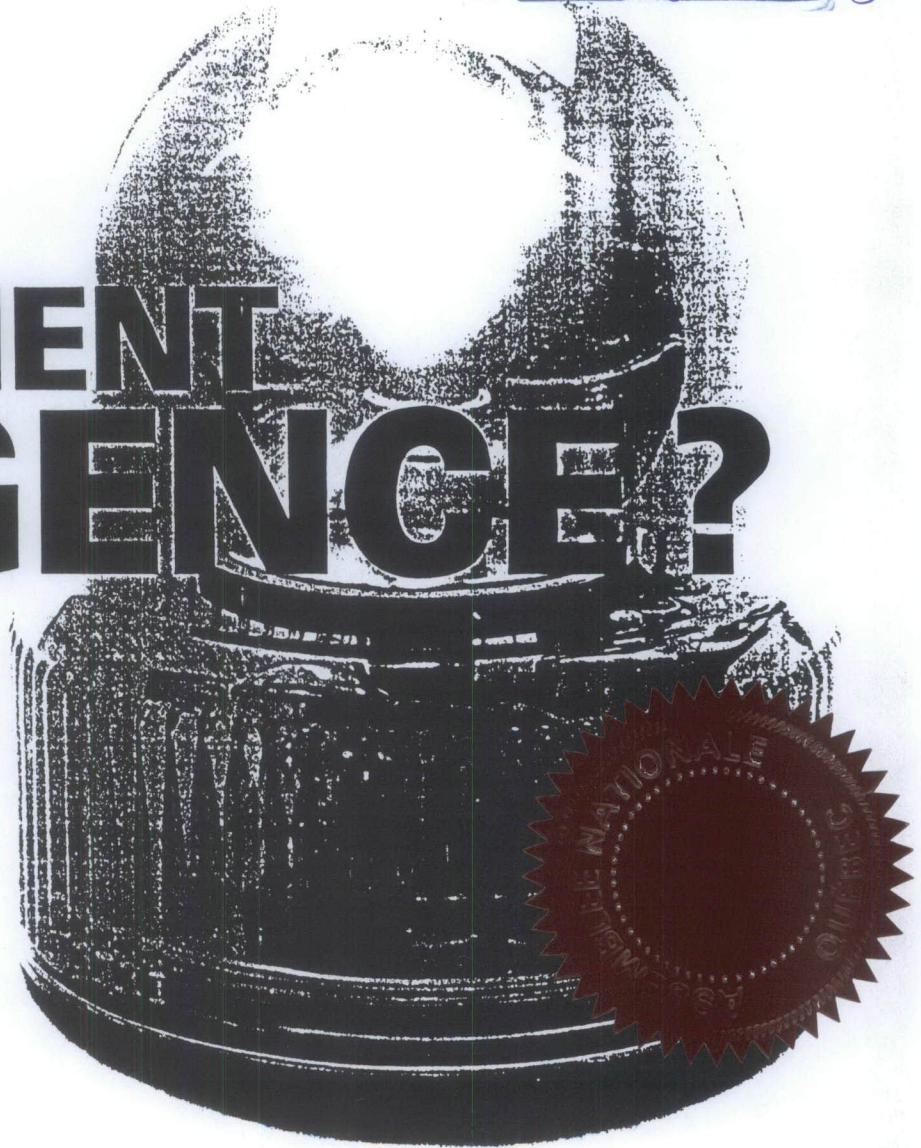
LE MONDE

ASSEMBLÉE NATIONALE

no 256-20060503

Y A-T-IL VRAIMENT URGENCE?

Seulement **14 %**
des Québécois,
peuvent la chiffrer.
p. 22



Propriété du Centre de documentation
du Parti Québécois



**CRISE DE FOI
À LA SAQ**
p. 37

**L'ILLUSION
MEXICAINE**
p. 75

**LA RÉINCARNATION
DE TÉLÉGLOBE**
p. 80

100

100

100

100

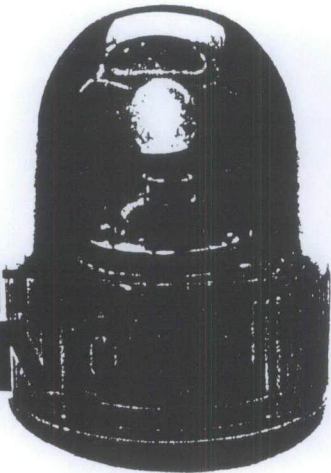
100

100



LA DETTE QUÉBÉCOISE

Y A-T-IL VRAIMENT URGEN



EN COUVERTURE FINANCES PUBLIQUES

22 La face cachée de la dette

La dette du Québec augmente de 200 000 dollars par heure, mais elle n'a pas que des défauts.

12 Espresso

50 L'audacieux : Michel Chartrand

Les grandes surfaces se répandent comme une traînée de poudre. Les pharmacies Proxim, elles, misent sur les petites surfaces !

54 Droit et affaires

Au Québec, il y a eu 44 recours collectifs en 2003 et 66 en 2004. Peut-on les éviter ou limiter les dommages ?

66 Les 25 meilleurs sites B2C

Le cinquième palmarès annuel Secor/Commerce ajoute le verdict des utilisateurs à celui des experts.

80 La réincarnation de Téléglobe

On la croyait morte. Son nouveau propriétaire indien, lui, est convaincu qu'elle l'aidera à devenir le numéro un mondial.

87 Le missionnaire de Tembec

Le 26 janvier, Frank Dottori a cédé sa place, après avoir passé quatre décennies dans l'industrie forestière.

90 Le sheik de Virden

Un entrepreneur québécois *high-tech* devient magnat du pétrole au Manitoba.

92 Le monde de Pierre Laporte

Une entrevue avec le liquidateur de Norbourg

LES CHRONIQUES

18 L'éconoclaste

20 Tics et éthique

112 Le détail du détail

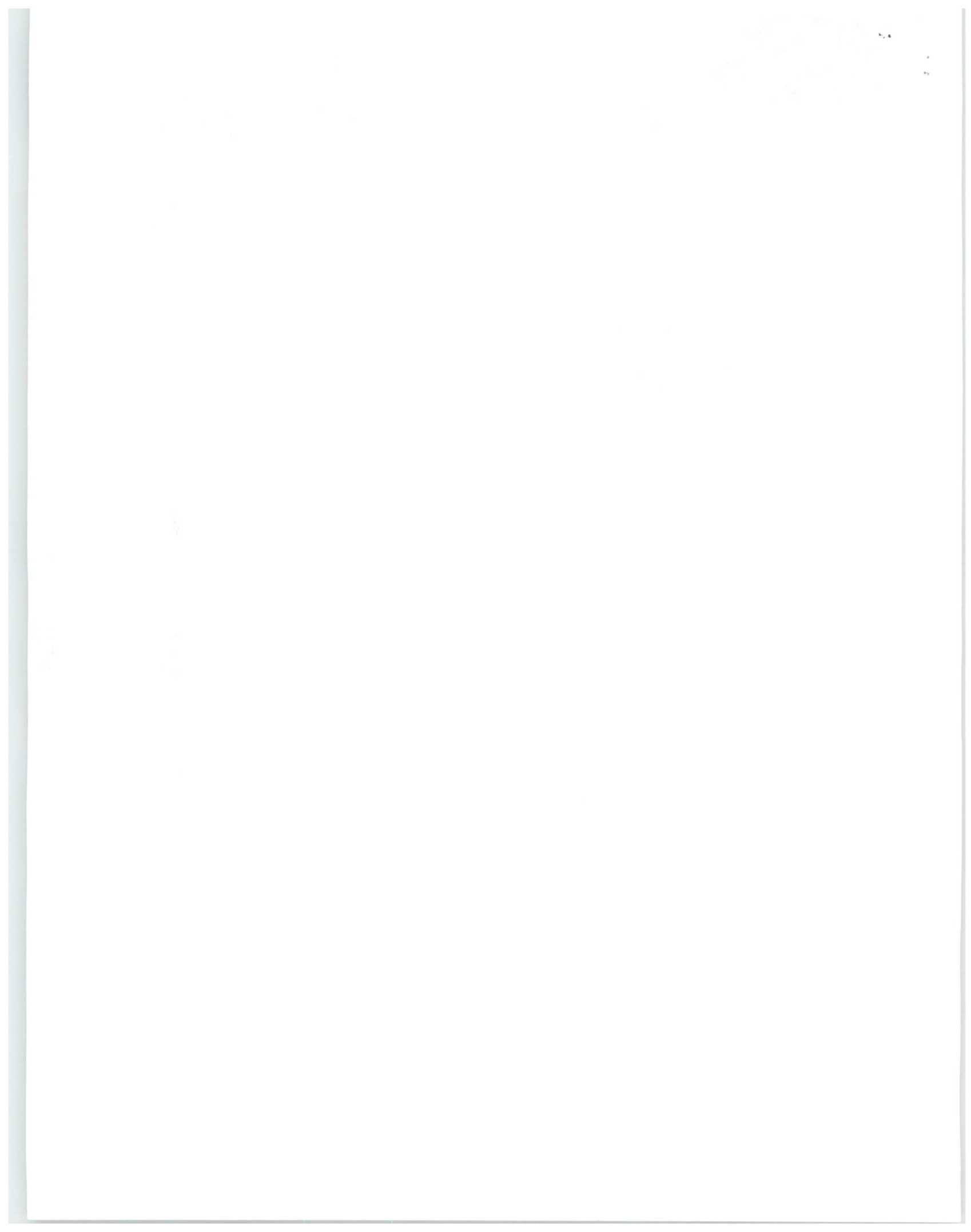
114 Le PDG masqué



12

« Les syndicats de la construction sont des brutes. Ils contrôlent le marché, et le gouvernement ne dit rien. »

- Frank Dottori,
ex-président de Tembec



La face cachée

La dette du Québec augmente de 200 000 dollars par heure. Le ministre des Finances a décidé de s'y attaquer. Mais la dette n'a pas que des défauts.

Lorsque vous aurez terminé ce paragraphe, la dette publique du Québec aura augmenté de plus de 3 000 dollars, et quand vous aurez lu *Commerce* au complet, de 200 000 dollars, si cela vous prend une heure. Ce montant est 10 000 fois plus élevé que le salaire horaire moyen d'un travailleur québécois. Mais, mis à part ces chiffres disproportionnés, la dette est-elle aussi menaçante qu'on le dit ?

Chose certaine, à 118,2 milliards de dollars (un peu plus de 16 000 \$ par habitant) au 31 mars 2006, le montant de la dette impressionne. Et ce n'est rien ! Pour certains, il serait même encore plus élevé. « Quand on ajoute les dettes des sociétés d'État comme Hydro-Québec et celles

des réseaux publics de santé et d'éducation et des municipalités, le montant de la dette s'élèverait plutôt à 186 milliards de dollars », dit Yves Séguin, ex-ministre des Finances du Québec, aujourd'hui professeur à l'Université du Québec à Montréal.

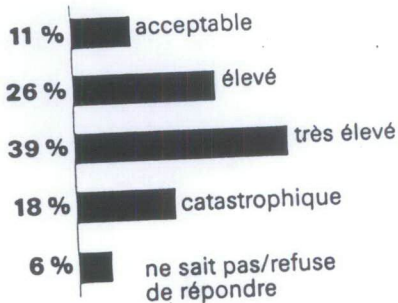
Le fait qu'elle augmente de deux à trois milliards de dollars par an n'augure rien de bon non plus. Et cette escalade ne date pas d'hier. En fait, le Québec emprunte depuis 25 ans pour payer ses factures. Si, au moins, il ne l'avait fait que pour entretenir les routes et les ponts, ou pour construire des hôpitaux ou des écoles, nous pourrions dormir tranquilles. Or, les trois quarts de la dette (85 milliards de dollars) n'auraient servi qu'à payer des dépenses courantes

comme si vous v ou l'épi versés s lars par du bud dette es dépens (22,1 mi Pour ob de la d pour ce. Ainsi. l du PIB 52,2 % c'est q Car le

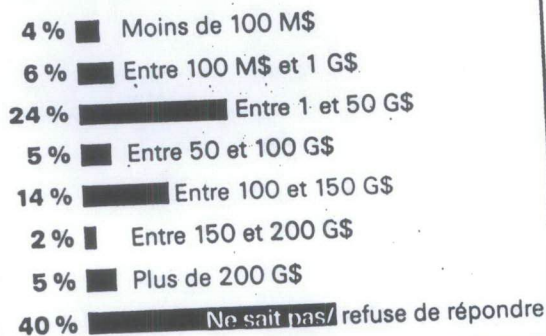
**UN
SONDAGE
EXCLUSIF
LÉGER
MARKETING**

LA DETTE AVANT LES IMPÔTS

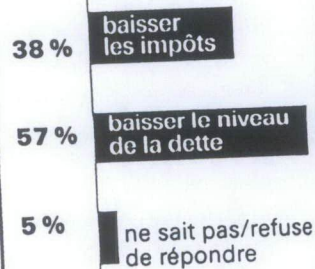
Diriez-vous que le niveau de la dette du gouvernement du Québec est...



À votre avis, quel est le montant de la dette ? (118,2 milliards de dollars)



À votre avis, est-il préférable de...



Si le impo

20 %

54 %

15 %

11 %

Les Québécois oublient vite les promesses qu'on leur fait et changent d'idée plus facilement qu'on pourrait le croire. C'est ce que révèle notre sondage maison sur la dette, réalisé par Léger Marketing. Six Québécois sur dix trouvent maintenant qu'il est préférable de diminuer le niveau de la dette plutôt que de réduire les impôts, ce qui n'était pas le cas tout récemment.

« Traditionnellement, et surtout dans les tranches de salaires plus élevées, on a toujours priorisé les diminutions d'impôt, note Serge Lafrance, vice-président au marketing de Léger Marketing. Aujourd'hui, le discours sur l'importance de la dette est tellement fort que les gens en ont oublié les promesses du gouvernement. » Les Québécois ont également sans doute vu les

résul des : Unis qui s lem mai



KATHY NOËL
kathy.noel@transcontinental.ca

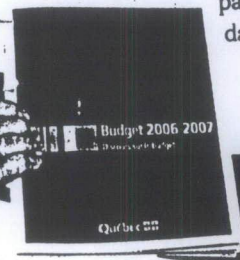
de la dette

ica-
le la
dol-
des
fes-
éal.
rois
bien
late
nte
au
mir
des
ons
e la
ent
ites

comme la santé et l'éducation. C'est comme si vous vous endettiez pour payer l'électricité ou l'épicerie... Sans compter que les intérêts versés sur cette dette (7,2 milliards de dollars par an) grugent une part importante du budget de l'État. En fait, le service de la dette est maintenant le troisième poste de dépense du gouvernement, derrière la santé (22,1 milliards) et l'éducation (12,8 milliards). Pour obtenir un portrait juste de l'importance de la dette, il faut exprimer celle-ci en pourcentage du produit intérieur brut. Ainsi, la dette du Québec s'établit à 42,7 % du PIB. En 1998, elle en représentait plutôt 52,2 %. C'est déjà une amélioration, mais c'est quand on se compare... qu'on se désole ! Car le ratio dette-PIB du Québec est bien

supérieur à celui de la moyenne canadienne (25,2 %) et de son plus proche voisin, l'Ontario (30,3 %). Dans son budget annuel déposé le 23 mars dernier, le ministre des Finances, Michel Audet, a décidé de s'attaquer à la bête. Il a créé le Fonds des générations, dans lequel un montant sera versé chaque

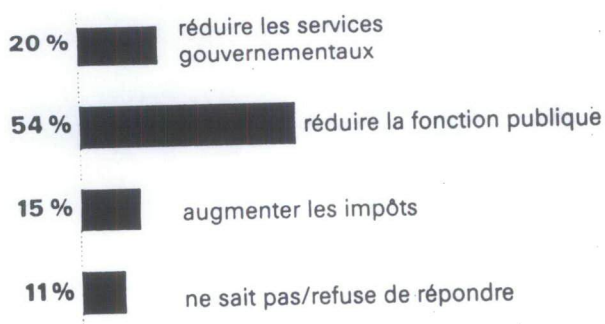
partie de la dette dans 20 ans.



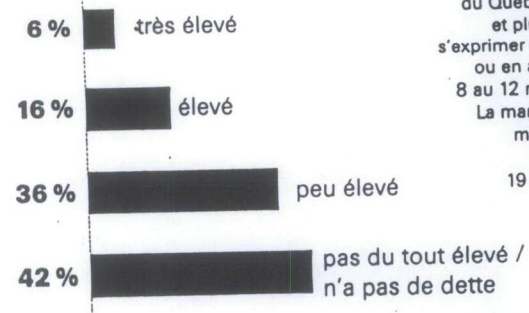
MICHEL AUDET,
ministre des
Finances



Si le gouvernement voulait réduire de façon importante la dette du Québec, il devrait...



Considérez-vous que votre niveau d'endettement personnel est...



Méthodologie :
Sondage téléphonique réalisé auprès de 1006 personnes du Québec (18 ans et plus pouvant s'exprimer en français ou en anglais), du 8 au 12 mars 2006. La marge d'erreur maximale est de ± 3 %, 19 fois sur 20.

au

refuse

plus
erge
ting.
elle-
jou-
les

résultats désastreux qu'ont donnés les politiques de réduction des impôts de George Bush sur les finances publiques aux États-Unis. « L'opinion des Québécois n'est pas imperméable à ce qui se passe dans l'actualité », constate-t-il. Un fait étonnant : seulement 14 % des gens connaissent l'ampleur de la dette, mais 39 % trouvent son niveau très élevé. « Les gens sont pré-

occupés, mais ils ne savent pas de quoi ! Ils se disent que si les médias disent que c'est important, ça doit être parce que c'est vrai », conclut le sondeur. Le gouvernement de Jean Charest n'est peut-être pas arrivé à faire accepter tous ses projets, mais si son objectif était de convaincre la population de l'importance de s'attaquer à la dette, il a réussi.

LAURENCE LABAT / JACQUES BOISSONOT / CP

1900

1901

1902

1903

1904

1905

1906

1907

1908

1909

1910

1911

1912

Ce fonds sera géré par la Caisse de dépôt et placement, chargée de le faire fructifier. D'où viendra l'argent? De redevances versées par Hydro-Ouébec et par les producteurs privés d'électricité, des profits obtenus par l'exportation d'électricité, de la vente d'actifs et d'une redevance sur l'eau captée par les embouteilleurs.

D'ici 2025, le gouvernement prévoit accumuler une somme de 30 milliards dans ce nouveau bas de laine, dont 787 millions proviendraient d'Hydro-Ouébec, 110 millions des producteurs privés, et 2,3 milliards de revenus de placement. Ce montant diminuera le poids de la dette par rapport au PIB et le ramènera à 25 %.

Nous sommes endettés depuis plus d'un quart de siècle. Pourquoi avoir attendu aussi longtemps avant d'agir? Le gouvernement n'avait plus le choix: la dette, plutôt ignorée de la population jusque-là, est devenue une préoccupation importante (voir notre sondage Léger Marketing en page 22). Il y a cinq ans à peine, elle empêchait pas mal moins les Québécois de dormir. Le gouvernement avait même tendance à tout faire pour éviter de la rembourser! « On a créé des fondations hors budget ou encore des OSBL pour soustraire les surplus budgétaires », indique Marcelin Joanis, économiste au CIRANO et candidat au doctorat en finances

publiques. Ce fut le cas en 2000-2001, lorsque le gouvernement de Bernard Landry a versé 730 millions puisés à même les surplus pour financer sept OSBL.

Ce qui est différent aujourd'hui? L'imminence du choc démographique. D'ici

25 ans, une grande partie de la population active prendra sa retraite. Il y aura donc moins de contribuables. En contrepartie, les dépenses, notamment en santé, augmenteront. « Pas besoin de savants calculs pour comprendre qu'il se créera alors un énorme trou dans nos finances publiques. Nous n'aurons pas d'autre choix que de réduire les dépenses ou encore d'augmenter les impôts », dit Mario Fortin, économiste et professeur à l'Université de Sherbrooke. Son collègue, Pierre Fortin, estime ce trou à environ 14 milliards, même en tenant compte du fait que les dépenses en éducation pourraient diminuer vu le faible taux de natalité.

Difficile d'augmenter les impôts pour combler cet écart: le Québec est déjà l'endroit le plus taxé en Amérique du Nord. Des compressions dans les programmes sociaux? La santé ou l'éducation? Bonne chance à qui tenterait de sortir les ciseaux. « L'idée derrière la réduction de la dette est justement d'éviter d'avoir à faire ces choix cruels. On se donne une marge de manœuvre qui augmentera les revenus de l'État avec le temps », ajoute Mario Fortin. Cette idée a peu à peu rallié une majorité de

jeunes, d'adultes, de libéraux, de péquistes, de patrons et même de syndicalistes. Le discours sur la dette est devenu une question de justice envers les générations futures. « Ce n'est plus un débat entre la gauche et la droite; c'est une question de garantir la pérennité des programmes sociaux pour les prochaines générations », souligne François Tremblay, président de Force Jeunesse, porte-parole du mouvement des jeunes pour le remboursement de la dette. Ce mouvement est constitué du Regroupement des jeunes gens d'affaires, des ailes jeunesse des trois partis politiques et des associations étudiantes.

Cependant, il y a encore des sceptiques, aussi bien à gauche qu'à droite. Louis Gill est de ceux-là. « Derrière le discours sur la dette, c'est toute la question de la diminution de l'État qui est en cause. C'est un moyen de sabrer les services publics en le faisant accepter par la population », tranche cet ex-professeur d'économie. André Goulisty, professeur d'économie à l'Université de Sherbrooke, pense aussi qu'on exagère l'importance de la dette et surtout, l'urgence de la rembourser. « Dans le bilan d'une entreprise, pour tout passif, il y a un actif correspondant. C'est la même chose pour un gouvernement, et on l'oublie souvent. Quand on parle de la dette, on ne parle que du passif, alors que c'est aussi une ressource! »

Certes, le poids de la dette du Québec est plus lourd que celui de la plupart des provinces canadiennes, mais nous sommes loin de rivaliser avec la France (66 % du PIB), le Japon (160 % du PIB) ou encore l'Italie, où la dette atteint 108 % du PIB! En fait, dans la moyenne des pays de l'OCDE, ce ratio se situe entre 40 et 50 %. Avec 42,7 %, le Québec ne fait pas bande à part.

En France, la commission Pébereau (voir le texte de notre correspondant français en page 31), mise sur pied pour évaluer l'ampleur véritable de la dette, a conclu que pour être représentative, elle devait inclure le régime de pension des fonctionnaires. Ainsi, la dette fran-

42,7 %

C'est le pourcentage de la dette du Québec par rapport au PIB. C'est beaucoup plus que la moyenne canadienne (25,2 %), mais dans la moyenne des pays de l'OCDE (entre 40 et 50 %).

çaise atteindrait 140 % du PIB, s'élevant à 2 000 milliards d'euros ! Au Québec, l'exercice a déjà été fait. Le régime de pension des employés de l'État (36 milliards de dollars) est compris dans le calcul de la dette depuis 1998. Si on retranchait ce montant, le ratio dette-PIB fondrait à 29 % !

Le monstre apparaitrait alors beaucoup moins gros, et la situation moins catastrophique... Pourquoi donc ce discours alarmiste ? « Ce n'est pas tant la dette en fonction du PIB qu'il faut regarder, mais les intérêts que nous devons payer chaque année sur cette dette ; voilà ce qui nous fait mal », indique l'économiste et spécialiste des finances publiques Marcelin Joanis.

La solution du ministre Audet ne changera rien à cette situation. À court terme, aucun remboursement ne sera effectué sur la dette, et celle-ci continuera d'augmenter. Toutefois, le gouvernement fait le pari que le rendement du Fonds des générations sera plus élevé que le taux d'intérêt sur la dette. Les recettes de l'État aussi ont augmenté avec la croissance économique, si bien que le poids des intérêts sur la dette est passé de 17,6 à 12,6 % depuis huit ans. C'est donc dire que si nous sommes plus endettés qu'avant, c'est parce que nous en avons davantage les moyens.

Pour Louis Gill, cette question des intérêts sur la dette est un mythe. « On calcule les intérêts sur le montant total, alors que celui-ci comprend des sommes, comme les régimes de retraite, pour lesquelles il n'y a pas encore eu de déboursé ! » Selon lui, il faudrait retrancher la part des intérêts attribuables au régime de retraite, ce qui placerait à 4,5 milliards de dollars le véritable service de la dette au Québec.

Pour Jean-Luc Migué, c'est toute la dette qui est un mythe. « une invention de l'esprit ! » dit ce membre de l'Institut Fraser. « Les adeptes de l'abaissement de la dette croient en la

sagesse du gouvernement, alors qu'il est là avant tout pour se faire élire. »

Or, s'il n'en tenait qu'à Jean-Luc Migué, l'État devrait, autant que possible, limiter sa taille et ses interventions. Toutefois, sa réflexion a le mérite de soulever des questions sur l'utilisation du Fonds des générations pour rembourser la dette. Le gouvernement sera-t-il tenté de piger dans la cagnotte pour régler d'autres dépenses ? La dette pourrait-elle un jour céder la place à d'autres priorités ? Qu'arriverait-il advenant une autre récession ?

« Je m'engage à réduire la dette ! » disait Louis Saint-Laurent, premier ministre du Canada en 1949. Au lendemain de la Seconde guerre, la dette fédérale s'élevait à 105 % du PIB. Cela n'a pas empêché le Canada de connaître par la suite ses plus belles années de croissance économique (les Trente Glorieuses) et de ramener sa dette à 18 % du PIB en 1975. Qu'a-t-il fait ? Strictement rien ! La croissance économique à elle seule a fait tout le travail.

Pourquoi ne pas laisser fondre la dette ? rétorque Louis Gill. En supposant, dit-il, que le PIB augmente de 1,7 % par an pendant les 25 prochaines années – un scénario pessimiste, étant donné

que l'économie croît normalement à un rythme moyen de 2 % par an –, avec un taux d'inflation de 2 %, notre dette tomberait à 29 % du PIB en 2025, sans aucun remboursement ni fonds spécial. Avec le nouveau plan du gouvernement, qui prévoit un remboursement de 30 milliards dans 20 ans, la dette représenterait 25 % du PIB. La différence en vaut-elle la peine ? « Nous aurons une dette encore énorme dans 25 ans tout en n'ayant pas investi ces milliards dans l'éducation et la santé, alors que nous en avons grandement besoin. Que laisserons-nous à nos enfants ? Une dette à peine moins élevée

et des actifs désuets », dit l'économiste.

Nicolas Marceau, professeur au Département des sciences économiques de l'UQAM, n'est pas d'accord. « Le problème, c'est que la vitesse à laquelle le choc démographique va frapper est trop grande par rapport à la hausse du PIB. Ce ne sera pas suffisant pour compenser », dit-il.

Cette peur du vieillissement de la population est irrationnelle, pense André Goulisty. « D'abord, le Québec est une terre d'immigration, ce qui ralentira l'impact du vieillissement. En plus, les progrès de la science et les conditions de vie font que l'âge de la retraite recule constamment », dit-il.

La différence en vaut-elle la peine ?

Si le PIB augmente de 1,7 % et que l'inflation se maintient à 2 %, la dette du Québec tombera à

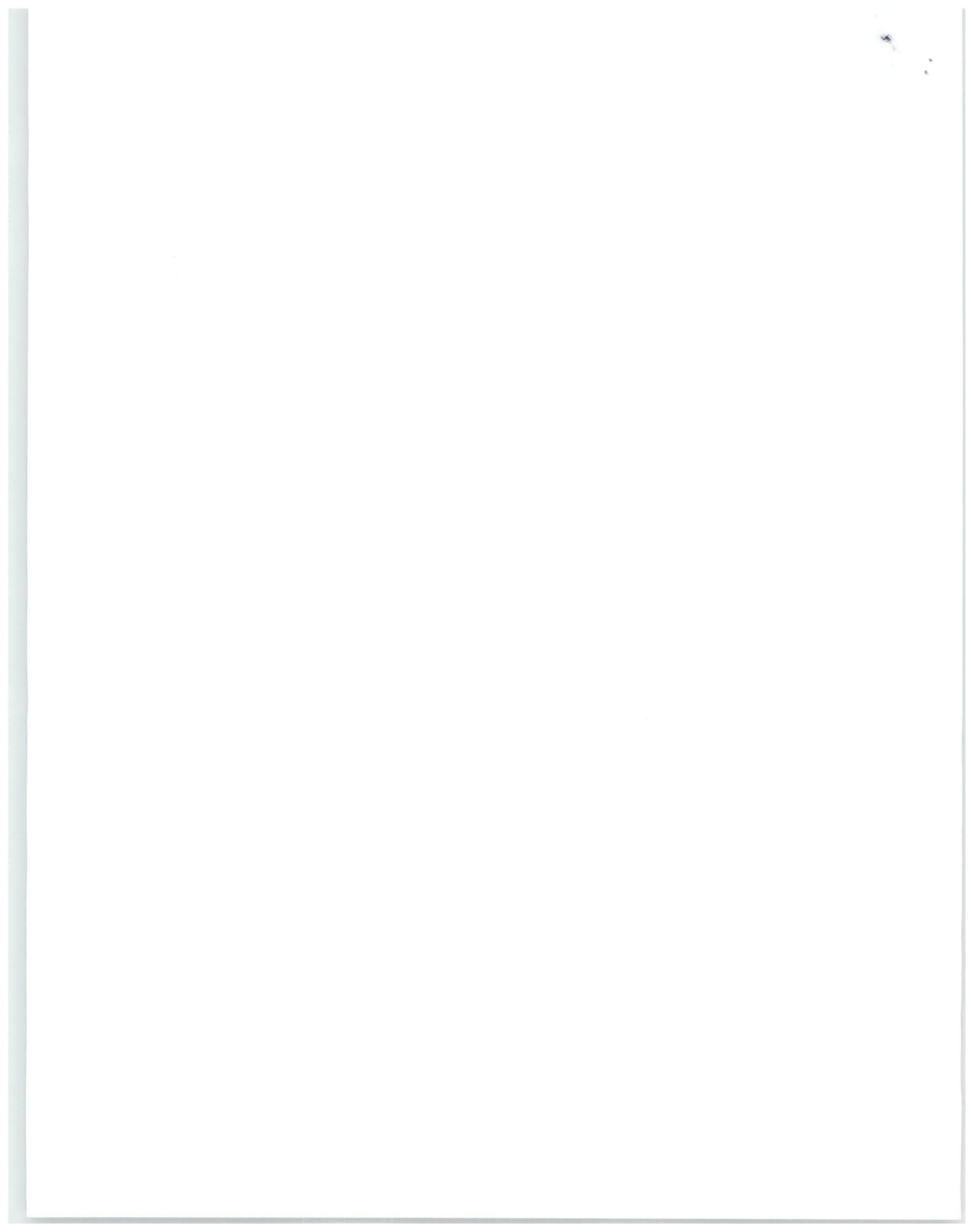
29 %

du PIB en 2025.

Avec le plan du gouvernement, elle atteindrait

25 %

du PIB dans 20 ans.



À venir

JUIN 2006

Super 500

Les classements des 500 plus grandes entreprises québécoises et canadiennes

Oser

Les stratégies audacieuses de cinq entreprises

Gestion

Le style militaire : pour ou contre ?

Piquant,
JAMAIS
ennuyant



Pour obtenir plus de détails, appelez au 514 392-9000

Il reste que le nombre de Québécois diminue lui aussi et que les données sur l'immigration indiquent que depuis 20 ans, le Québec ne parvient pas à atteindre ses quotas. « Nous sélectionnons nos immigrants sur la base de la langue, ce qui restreint le bassin disponible. Miser sur l'immigration est une stratégie risquée », croit Mario Fortin.

La dette reprendrait-elle la fable de la cigale et la fourmi ? Il y a ceux qui font des provisions pour parer au pire et ceux qui chantent tout l'été... Mario Fortin, lui, parle plutôt des lunatiques et des réalistes. « Il y a ceux qui voient l'urgence d'agir et ceux qui croient que tout ça n'est qu'un complot de la droite », dit-il.

Pourtant, peu de gens en défaveur d'un remboursement de la dette osent se prononcer ouvertement, ces jours-ci. « Le discours sur le remboursement de la dette est tellement fort que les journalistes qui nous appellent ne nous demandent pas si nous sommes en faveur ou non de son remboursement, mais quelles sont nos solutions pour payer », souligne Jacques Baumier, un analyste à la CSQ qui, comme dans la plupart des centrales syndicales, croit qu'il est important de diminuer le poids de la dette, mais qu'un remboursement n'est pas la meilleure solution, car le gouvernement n'en a pas les moyens.

Et qu'en disent les autres ? Ironiquement, dans les médias des pays européens, qui croulent sous leurs dettes, le Québec et le Canada (ce dernier ayant créé une réserve de prudence à même son budget) sont vus comme des modèles

à suivre ! Le Québec jouit toujours d'une bonne cote de crédit auprès des agences comme Standard & Poor's (A+) et Moody's (A1). Cette dernière a publié en novembre dernier une perspective positive pour le Québec, ce qui laisse même présager une hausse de sa cote dans les mois qui viennent. La politique du déficit zéro instaurée par le gouvernement de Lucien Bouchard à la fin des années 1990 a porté ses fruits.

En effet, un grand pas a déjà été franchi depuis la Loi sur le déficit zéro, en 1997, mais bien que le gouvernement ait cessé depuis ce temps d'emprunter pour payer « l'épicerie », il doit encore le faire pour financer les travaux d'infrastructure. « Ce n'est pas compliqué. Dites-vous que chaque fois qu'on répare la 10, la 20 ou la 40, notre dette augmente », illustre Luc Godbout, professeur de fiscalité à l'Université de Sherbrooke.

Certains pays dont la dette est devenue incontrôlable n'arrivent même plus à payer. Ce fut notamment le cas de l'Argentine. Le Québec est loin d'en être rendu là, mais pour arrêter complètement d'emprunter et, au mieux, dégager

des surplus, il faudrait faire entrer de l'argent neuf au gouvernement, ou encore, compresser certaines dépenses. « Le Fonds des générations est audacieux, mais il ne réglera pas le fait que le gouvernement a encore du mal à joindre les deux bouts », dit Marcelin Joanis. « Si nous remboursons la dette, mais que nous nous remettons à emprunter pour la santé, ça va forcer les débats sur nos priorités », souligne Luc Godbout. Pour la suite, rendez-vous dans 20 ans... ☺

Depuis huit ans, le poids des intérêts de la dette par rapport au total des recettes fiscales est passé de 17,6 % à 12,6 %.

10